

**Avis n° 2025-11**

**Séance du 24 juillet 2025**

**Chambre plénière**

### **AVIS**

Article L. 1612-14, 1<sup>er</sup> alinéa du code général des collectivités territoriales

Déficit du compte administratif 2024

**COMMUNE DE LA BERNERIE EN RETZ**

Département de la Loire-Atlantique

### **LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES PAYS DE LA LOIRE,**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1612-14 et L. 1612-19 ;

Vu le code des juridictions financières, notamment son article L. 232-1 ;

Vu les lois et règlements relatifs aux budgets des collectivités locales ;

Vu l'arrêté du président de la chambre régionale des comptes Pays de la Loire fixant la composition des sections et les formations de délibéré de la chambre ;

Vu la lettre du 18 juin 2025, enregistrée au greffe de la chambre le 19 juin 2025, par laquelle la secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique a saisi la chambre sur le fondement de l'article L. 1612-14 du code général des collectivités territoriales au motif d'un déficit excessif de l'exercice 2024 de la commune de La Bernerie en Retz et a joint à sa saisine le compte financier unique 2024 de la commune et les délibérations du conseil municipal portant approbation de ce dernier et affectation des résultats, ainsi que le budget primitif 2025 et la décision modificative n° 1 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 18 avril 2025 approuvant le compte financier unique 2024 de la commune de La Bernerie en Retz ;

Vu les envois complémentaires des 25 juin 2025 et 1<sup>er</sup> juillet 2025 de la préfecture portant d'une part sur l'approbation d'un budget supplémentaire 2025 et d'autre part sur les budgets 2024 ;

Vu la décision n° 2025-030 du 23 juin 2025 par laquelle le président de la chambre a confié à M. Étienne Le Rendu, premier conseiller, le contrôle budgétaire de la commune de La Bernerie en Retz ;

Vu la lettre du 24 juin 2025 par laquelle le président de la chambre régionale des comptes a invité le maire de la commune de La Bernerie en Retz à présenter ses observations avant le 3 juillet 2025 ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier et notamment les observations écrites présentées par le maire le 11 juillet 2025 ;

Sur le rapport de M. Étienne Le Rendu, premier conseiller ;

Après avoir entendu le rapporteur ;

## **ÉMET L'AVIS SUIVANT,**

### **1. SUR LA RECEVABILITÉ DE LA SAISINE**

La secrétaire générale de Loire-Atlantique a saisi la chambre régionale des comptes en application de l'article L. 1612-14 du code général des collectivités territoriales, qui dispose : *« Lorsque l'arrêté des comptes des collectivités locales fait apparaître dans l'exécution du budget, après vérification de la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses, un déficit égal ou supérieur à 10 % des recettes de la section de fonctionnement s'il s'agit d'une commune de moins de 20 000 habitants et à 5 % dans les autres cas, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'État, propose à la collectivité territoriale les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire, dans le délai d'un mois à compter de cette saisine ».*

La saisine porte sur un déficit présumé du compte financier unique 2024 de la commune de La Bernerie en Retz, supérieur au seuil de 10 % requis en l'espèce, pour la mise en œuvre de l'article L. 1612-14 du CGCT.

Le préfet territorialement compétent est, par détermination de la loi, habilité à saisir la chambre régionale des comptes en application de l'article L. 1612-14 précité du CGCT. La secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique, signataire de la saisine, a reçu délégation de signature du préfet à l'effet de signer « dans le cadre des instances devant les juridictions de l'ordre administratif et judiciaire, les saisines, requêtes, les déférés, les mémoires, les notes en délibéré, (...) ainsi que toutes correspondances relevant des attributions de l'État dans le département de Loire-Atlantique » par arrêté du 24 février 2025 publié au recueil des actes administratifs n° 034 du 24 février 2025.

Aucun délai n'est imposé au préfet pour saisir la chambre régionale des comptes dans le cadre de la procédure prévue à l'article L. 1612-14 précité.

L'article R. 1612-27 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que :  
*« Lorsque le représentant de l'État saisit la chambre régionale des comptes, conformément à l'article L. 1612-14, il joint à sa saisine, outre le compte administratif et le compte de gestion, l'ensemble des documents budgétaires se rapportant à l'exercice intéressé et à l'exercice suivant ».*

La saisine de la préfecture était appuyée du compte financier unique 2024 et du budget primitif 2025 ainsi que de la décision modificative n° 1 ; n'étaient pas joints le budget primitif et les décisions modificatives 2024. Ces pièces ont été enregistrées au greffe de la chambre le 1<sup>er</sup> juillet 2025. C'est à cette date que la saisine peut être déclarée complète.

Le délai dont dispose la chambre pour rendre son avis court ainsi jusqu'au 1<sup>er</sup> août 2025.

## **2. SUR L'ORIGINE DU DÉFICIT DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 (ANNEXE 1)**

Commune de 3 568 habitants, La Bernerie en Retz connaît une situation financière solide avec des indicateurs financiers sensiblement supérieurs à ceux de sa strate démographique. Ses produits de gestion sont particulièrement dynamiques avec une progression moyenne annuelle de 6 %. Cette dynamique a notamment été renforcée par l'augmentation des taux de fiscalité locale en 2023. Au final, depuis 2019, l'ensemble de ses produits fiscaux a progressé de 53 %.

Si ses dépenses de gestion ont suivi la même tendance à la hausse, bien qu'à un degré moindre de 4,3 % en moyenne par an, la commune a pu dégager un haut niveau d'autofinancement brute : 690 € par habitant contre 227 € pour la moyenne de sa strate démographique en 2023.

Sa politique d'investissement jusqu'à présent est tout à fait supportable et n'a pas nécessité de mobilisation d'emprunts en 2024. Sa capacité de remboursement de sa dette n'est d'ailleurs que de deux années de capacité d'autofinancement brute, ce qui est particulièrement favorable.

Malgré cette situation financière solide, un important déséquilibre budgétaire a été constitué en raison de l'importance des restes à réaliser en dépenses (5 M€) et de l'absence de signature de contrat d'emprunts qui auraient pu être inscrits en restes à réaliser en recettes pour financer ces derniers.

À ce constat, s'ajoutent des défaillances dans la gestion budgétaire de la commune :

- faible taux d'exécution du budget 2024 tant en recettes qu'en dépenses d'investissement (annexe 2) ;
- vote du budget primitif 2024 de la commune le 7 février 2025 transmis hors délais au contrôle de légalité de la préfecture de Loire-Atlantique le 27 mai 2025 ;
- intégration au budget primitif des restes à réaliser 2024 alors que le compte financier unique 2024 n'a pas été approuvé ;
- approbation tardive le 18 avril 2025 par le conseil municipal de la sincérité des restes à réaliser 2024 ;
- qualité de l'information financière insuffisante.

### 3. SUR L'ÉVALUATION DU DÉFICIT RÉEL

#### 3.1. Sur le montant du déficit du compte financier unique

Le déficit du compte financier unique visé à l'article L. 1612-14 du CGCT résulte de la somme algébrique des soldes des sections de fonctionnement et d'investissement du compte administratif principal, éventuellement majoré du montant du déficit du ou des comptes annexes, les résultats à prendre en considération comprenant les restes à réaliser en recettes et en dépenses.

L'exécution budgétaire 2024 est excédentaire en section de fonctionnement (1 658 463,44 €) et en section d'investissement (578 512,98 €). Après reprise des résultats antérieurs, la section de fonctionnement est positive à hauteur de 2 917 317 € et la section d'investissement négative à hauteur de – 1 918 452,23 € soit un excédent global de 998 864,77 €.

Les restes à réaliser établis par la commune pour la section d'investissement en dépense atteignant 5 010 987,12 € et en recettes 2 576 413,63 €, le résultat global de clôture a atteint - 1 435 708,72 € impliquant un déficit de 19,37 % au regard des recettes de la section de fonctionnement. Ce pourcentage est supérieur au taux maximal autorisé de 10 % pour une commune de moins de 20 000 habitants.

**Tableau n° 1 : Le déficit du compte financier complété des restes à réaliser 2024**

| 2024                              | Réalisé              | Restes à réaliser    | Total                |
|-----------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Section de fonctionnement</b>  |                      |                      |                      |
| Recettes                          | 6 152 485,29         | 0                    | 6 152 485,29         |
| Dépenses                          | 4 494 031,85         | 0                    | 4 494 031,85         |
| Résultat de l'exercice            | 1 658 453,44         |                      | 1 658 453,44         |
| Résultat n-1                      | 1 258 863,56         |                      | 1 258 863,56         |
| <b>Résultat cumulé</b>            | <b>2 917 317,00</b>  | <b>0</b>             | <b>2 917 317,00</b>  |
| <b>Section d'investissement</b>   |                      |                      |                      |
| Recettes                          | 2 725 749,87         | 2 576 413,63         | 5 302 163,50         |
| Dépenses                          | 2 147 236,89         | 5 010 987,12         | 7 158 224,01         |
| Résultat de l'exercice            | 578 512,98           |                      | 578 512,98           |
| Résultat n-1                      | -2 496 965,21        |                      | -2 496 965,21        |
| <b>Résultat cumulé</b>            | <b>-1 918 452,23</b> | <b>-2 434 573,49</b> | <b>-4 353 025,72</b> |
| <b>Résultat global de clôture</b> | <b>998 864,77</b>    | <b>-2 434 573,49</b> | <b>-1 435 708,72</b> |

Source : compte financier unique et état des restes à réaliser 2024

#### 3.2. Sur la vérification de la sincérité des rattachements et des dépenses obligatoires

La commune ayant moins de 3 500 habitants jusqu'en 2024, elle n'était pas soumise à l'obligation de rattacher à l'exercice ses charges et ses produits.

L'absence de demande d'inscription de dépenses obligatoires au titre des exercices 2023 et 2024 ainsi que l'absence de dettes antérieures qui n'auraient pas été enregistrées dans la comptabilité budgétaire ou mandatées n'appellent pas d'observations.

### **3.3. Sur la sincérité des restes à réaliser (RAR)**

Aux termes de l'article L. 1612-14 du CGCT, il y a lieu de vérifier la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses avant de déterminer le niveau du déficit d'exécution ; cette vérification porte en particulier sur le niveau des restes à réaliser en recettes et en dépenses, conduisant le cas échéant à corriger le montant du résultat.

Il résulte des dispositions de l'article L. 1612-12 du CGCT, que le compte financier unique doit faire apparaître l'ensemble des opérations comptables afférentes au budget communal de l'exercice au titre duquel il est établi, en incluant les restes à réaliser.

Les restes à réaliser correspondent, selon la définition de l'article R. 2311-11 du CGCT :

- en dépenses d'investissement, à l'ensemble des dépenses engagées et non mandatées au 31 décembre de l'exercice, et, en dépenses de fonctionnement, à l'ensemble des dépenses engagées non mandatées pour lesquelles le service n'a pas été réalisé au 31 décembre de l'exercice ;
- en recettes, à celles juridiquement certaines qui n'ont pas donné lieu à l'émission d'un titre de recettes avant le 31 décembre de l'exercice.

La commune a établi des restes à réaliser à la clôture 2024 :

- en investissement, à hauteur de 5 010 987,12 € en dépenses et 2 576 413,63 € en recettes.
- aucun reste à réaliser n'est enregistré au compte financier unique en fonctionnement.

La chambre a été conduite à devoir rectifier le montant des restes à réaliser en recettes. En effet, la commune a inscrit 1 100 000 € de produits des cessions d'immobilisations (chapitre 024). Il s'agit d'un terrain (Port Saint-Jacques) pour lequel la commune a signé une promesse de vente qui prévoit la construction d'un programme immobilier. Cette promesse signée en octobre 2020 est assortie de nombreuses conditions suspensives qui à ce jour n'ont pas été levées. Un avenant a en outre été signé précisant que « si, le permis de construire fait l'objet d'un recours contentieux, gracieux ou hiérarchique dans les deux mois de son affichage ou d'un retrait pour illégalité dans les trois mois de sa délivrance, le délai de réalisation serait automatiquement prorogé jusqu'à l'obtention d'un permis de construire purgé de tout recours ».

Une telle incertitude n'autorise pas l'inscription en reste à réaliser qui implique une recette certaine (R. 2311-11 du CGCT). Cette incertitude est confortée par le fait que l'ordonnateur a transmis durant l'instruction un arrêt du Conseil d'État du 26 juin 2025 qui renvoie l'affaire devant la cour administrative d'appel de Nantes.

Tableau n° 2 : Correction des restes à réaliser 2024

|                            | RAR votés         | Correction CRC    | RAR corrigés      |
|----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Dépenses de fonctionnement | 0                 |                   | 0                 |
| Recettes de fonctionnement | 0                 |                   | 0                 |
| Dépenses d'investissement  | 5 010 987         |                   | 5 010 987         |
| Recettes d'investissement  | 2 576 414         | -1 100 000        | 1 476 414         |
| <b>Solde des RAR</b>       | <b>-2 434 573</b> | <b>-1 100 000</b> | <b>-3 534 573</b> |

Source : État des RAR de la commune

### 3.4. Fixation du montant du déficit réel

Le compte financier unique 2024, après vérification et correction des restes à réaliser, s'établit comme suit.

Tableau n° 3 : Évaluation du résultat 2024

| 2024                              | Réalisé           | Restes à réaliser    | TOTAL                | Corrections CRC      | Total après correction |
|-----------------------------------|-------------------|----------------------|----------------------|----------------------|------------------------|
| <b>Section de fonctionnement</b>  |                   |                      |                      |                      |                        |
| RECETTES                          | 6 152 485,29      | 0                    | 6 152 485,29         | 0                    | 6 152 485,29           |
| DEPENSES                          | 4 494 031,85      | 0                    | 4 494 031,85         | 0                    | 4 494 031,85           |
| Résultat de l'exercice            | 1 658 453,44      | 0                    | 1 658 453,44         | 0                    | 1 658 453,44           |
| Résultat n-1                      | 1 258 863,56      | 0                    | 1 258 863,56         | 0                    | 1 258 863,56           |
| Résultat cumulé                   | 2 917 317,00      | 0                    | 2 917 317,00         | 0                    | 2 917 317,00           |
| <b>Section d'investissement</b>   |                   |                      |                      |                      |                        |
| RECETTES                          | 2 725 749,87      | 2 576 413,63         | 5 302 163,50         | -1 100 000,00        | 4 202 163,50           |
| DEPENSES                          | 2 147 236,89      | 5 010 987,12         | 7 158 224,01         | 0                    | 7 158 224,01           |
| Résultat de l'exercice            | 578 512,98        | -2 434 573,49        | -1 856 060,51        | -1 100 000,00        | -2 956 060,51          |
| Résultat n-1                      | -2 496 965,21     |                      | -2 496 965,21        | 0                    | -2 496 965,21          |
| Résultat cumulé                   | -1 918 452,23     | -2 434 573,49        | -4 353 025,72        | -1 100 000,00        | -5 453 025,72          |
| <b>Résultat global de clôture</b> | <b>998 864,77</b> | <b>-2 434 573,49</b> | <b>-1 435 708,72</b> | <b>-1 100 000,00</b> | <b>-2 535 708,72</b>   |

Source : Comptes financiers unique 2024 et état des restes à réaliser

Après correction, le compte financier unique présente un déficit qui atteint 2 535 708,72 € soit un déficit de 34,21 %.

#### 4. SUR LA RÉSORPTION DU DÉFICIT 2024 DANS LES BUDGETS 2025

Selon l'article L.1612-4 du CGCT, le budget est en équilibre réel si les trois conditions suivantes sont remplies :

- la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre ;
- les recettes et les dépenses ont été évaluées de façon sincère ;
- le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice.

##### 4.1. L'équilibre apparent par section

Le montant des recettes et dépenses de chacune des sections doit être équilibré, en tenant compte éventuellement des mouvements d'ordre. L'appréciation de l'équilibre pourra dépendre de la reprise des résultats, qui ne peut normalement se faire qu'au vu du vote préalable du compte financier unique (toutefois des possibilités de report anticipé sont possibles).

Au cas présent le conseil municipal a approuvé le budget primitif par délibération le 7 février 2025. Il comprend les restes à réaliser, mais pas les résultats de l'exercice antérieur alors que la maquette du budget primitif (I- C2 et C3) précise que les restes à réaliser sont « à servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats. ».

Il a approuvé le compte financier unique 2014 et affecté ses résultats et procédé à une DM1 par délibération le 18 avril 2025. Cette dernière comprend en informations générales (I) les résultats 2024 mais ne les reprend pas dans le budget (cf. par exemple la présentation générale du budget – II).

Un budget supplémentaire a été approuvé par délibération du conseil municipal le 6 juin 2025.

L'ensemble de ces actes budgétaires est en équilibre apparent :

**Tableau n° 4 : Budget 2025**

| Budget primitif (maquette)             | Dépenses             | Recettes             |
|----------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Fonctionnement                         | 5 862 625,00         | 5 862 625,00         |
| RAR                                    | 0,00                 | 0,00                 |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT</b>    | <b>5 862 625,00</b>  | <b>5 862 625,00</b>  |
| Investissement                         | 3 370 882,22         | 5 805 455,71         |
| RAR                                    | 5 010 987,12         | 2 576 413,63         |
| 001 solde d'exécution reporté          | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>TOTAL SECTION INVESTISSEMENT</b>    | <b>8 381 869,34</b>  | <b>8 381 869,34</b>  |
| <b>Total</b>                           | <b>14 244 494,34</b> | <b>14 244 494,34</b> |

|                                        |                      |                      |
|----------------------------------------|----------------------|----------------------|
| <b>DM1 (maquette)</b>                  |                      |                      |
| Fonctionnement                         | 0,00                 | 0,00                 |
| RAR                                    | 0,00                 | 0,00                 |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT</b>    | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>          |
| Investissement                         | 280 759,36           | 280 759,36           |
| RAR                                    |                      |                      |
| 001 solde d'exécution reporté          |                      |                      |
| <b>TOTAL SECTION INVESTISSEMENT</b>    | <b>280 759,36</b>    | <b>280 759,36</b>    |
| <b>Total</b>                           | <b>280 759,36</b>    | <b>280 759,36</b>    |
| <b>BS (délibération)</b>               |                      |                      |
| Fonctionnement                         | 37 371,00            | 37 371,00            |
| RAR                                    | 0,00                 | 0,00                 |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT</b>    | <b>37 371,00</b>     | <b>37 371,00</b>     |
| Investissement                         | 998 864,77           | 2 917 317,00         |
| RAR                                    | 0,00                 | 0,00                 |
| 001 solde d'exécution reporté          | 1 918 452,23         |                      |
| <b>TOTAL SECTION INVESTISSEMENT</b>    | <b>2 917 317,00</b>  | <b>2 917 317,00</b>  |
| <b>Total</b>                           | <b>2 954 688,00</b>  | <b>2 954 688,00</b>  |
| <b>BUDGÉTÉ</b>                         |                      |                      |
| Fonctionnement                         | 5 899 996,00         | 5 899 996,00         |
| RAR                                    | 0,00                 | 0,00                 |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT</b>    | <b>5 899 996,00</b>  | <b>5 899 996,00</b>  |
| Investissement                         | 4 650 506,35         | 9 003 532,07         |
| RAR                                    | 5 010 987,12         | 2 576 413,63         |
| 001 solde d'exécution reporté          | 1 918 452,23         | 0,00                 |
| <b>TOTAL SECTION INVESTISSEMENT</b>    | <b>11 579 945,70</b> | <b>11 579 945,70</b> |
| <b>Total</b>                           | <b>17 479 941,70</b> | <b>17 479 941,70</b> |

Source : Budget primitif, DM1 et budget supplémentaire 2025

## 4.2. L'évaluation sincère des recettes et des dépenses

La note portant présentation du budget est particulièrement succincte et il n'a pas été établi de rapport pour le débat d'orientations budgétaires en 2025.

Les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement inscrites au budget de la commune n'appellent pas de corrections. Il en est de même pour les recettes et les dépenses nouvelles de la section d'investissement. Seule la recette inscrite en tant que reste à réaliser du produit de cession du terrain pour 1,1 M€ rend insincère le budget et entraîne d'autant un déséquilibre du budget.

## 4.3. La couverture du remboursement en capital des annuités de la dette

La troisième condition de l'équilibre concerne le remboursement en capital des annuités de la dette, qui doit être couvert par des ressources propres. L'article L. 1612-4 du CGCT prévoit que le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, doit fournir des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice.

L'annuité d'emprunt en capital est prévue à hauteur de 371 000 €, montant significativement inférieur au total des ressources propres qui atteignent 4 553 487 € avant corrections du budget 2025 proposées ci-après (2 446 447 € après corrections).

## 5. PROPOSITIONS DE MESURES NÉCESSAIRES AU RÉTABLISSEMENT DE L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Compte tenu du déséquilibre constaté, il est proposé des mesures de corrections en tenant compte des données connues au 3 juillet 2025. Ces propositions ont été établies à la suite de nombreux échanges avec le maire, l'adjointe aux finances et les services de la commune.

### 5.1. Concernant la section de fonctionnement

Il est proposé d'actualiser le budget qui n'a pas pris en compte la recette suivante :

- compte 75888 - autres produits de gestion à hauteur : + 492 960 € correspondant au contentieux « plateplage » dont le jugement est devenu définitif ;
- chapitre 023 Virement à la section d'investissement : + 492 960 € afin d'équilibrer la section de fonctionnement.

Tableau n° 5 : Budget 2025 rectifié

| Chap.                                                | Fonctionnement                                             | Budget 2025      | Corrections CRC | Total après corrections CRC |
|------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|------------------|-----------------|-----------------------------|
| 11                                                   | Charges à caractère général                                | 1 387 190        | 0               | 1 387 190                   |
| 12                                                   | Charges de personnel et frais assimilés                    | 2 132 650        | 0               | 2 132 650                   |
| 14                                                   | Atténuation de produits                                    | 402 000          | 0               | 402 000                     |
| 16                                                   | APA                                                        |                  |                 |                             |
| 17                                                   | RSA/Régularisation de RMI                                  |                  |                 |                             |
| 65                                                   | Autres charges de gestion courante (sauf 6586)             | 312 664          | 0               | 312 664                     |
| 6 586                                                | Frais de fonctionnement des groupes d'élus                 |                  |                 |                             |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>        |                                                            | <b>4 234 504</b> | <b>0</b>        | <b>4 234 504</b>            |
| 66                                                   | Charges financières                                        | 142 000          | 0               | 142 000                     |
| 67                                                   | Charges spécifiques                                        | 10 000           | 0               | 10 000                      |
| 68                                                   | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) | 27 000           | 0               | 27 000                      |
| 22                                                   | Dépenses imprévues de fonctionnement                       | 0                | 0               | 0                           |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>  |                                                            | <b>4 413 504</b> | <b>0</b>        | <b>4 413 504</b>            |
| 23                                                   | Virement à la section d'investissement                     | 1 212 624        | 492 960         | 1 705 584                   |
| 42                                                   | Opérat° ordre transfert entre sections                     | 273 868          | 0               | 273 868                     |
| 43                                                   | Opérat° ordre intérieur de la section                      | 0                | 0               | 0                           |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>  |                                                            | <b>1 486 492</b> | <b>492 960</b>  | <b>1 979 452</b>            |
| D002                                                 | Résultat reporté ou anticipé                               | 0                | 0               | 0                           |
| <b>TOTAL des dépenses de fonctionnement cumulées</b> |                                                            | <b>5 899 996</b> | <b>492 960</b>  | <b>6 392 956</b>            |

|                                                      |                                                          |                  |                |                  |
|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------|----------------|------------------|
| 13                                                   | Atténuations de charges                                  | 64 500           |                | 64 500           |
| 16                                                   | APA                                                      |                  |                |                  |
| 17                                                   | RSA/Régularisation de RMI                                |                  |                |                  |
| 70                                                   | Produits des services, du domaine et ventes...           | 360 000          | 0              | 360 000          |
| 73                                                   | Impôts et taxes (sauf le 731)                            | 623 000          | 0              | 623 000          |
| 731                                                  | Fiscalité locale                                         | 3 426 400        | 0              | 3 426 400        |
| 74                                                   | Dotations et participations                              | 1 259 945        | 0              | 1 259 945        |
| 75                                                   | Autres produits de gestion courante                      | 68 333           | 492 960        | 561 293          |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>        |                                                          | <b>5 802 178</b> | <b>492 960</b> | <b>6 295 138</b> |
| 76                                                   | Produits financiers                                      | 0                | 0              | 0                |
| 77                                                   | Produits spécifiques                                     | 0                | 0              | 0                |
| 78                                                   | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) | 3 950            | 0              | 3 950            |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>  |                                                          | <b>5 806 128</b> | <b>492 960</b> | <b>6 299 088</b> |
| 42                                                   | Opérat° ordre transfert entre sections                   | 93 868           | 0              | 93 868           |
| 43                                                   | Opérat° ordre intérieur de la section                    | 0                | 0              | 0                |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>  |                                                          | <b>93 868</b>    | <b>0</b>       | <b>93 868</b>    |
| R002                                                 | Résultat reporté ou anticipé                             |                  |                |                  |
| <b>TOTAL des recettes de fonctionnement cumulées</b> |                                                          | <b>5 899 996</b> | <b>492 960</b> | <b>6 392 956</b> |
| Résultat prévisionnel                                |                                                          | 0                | 0              | 0                |

Source : CRC et commune

## 5.2. Concernant la section d'investissement

Il est proposé d'ajuster la section d'investissement :

### Sur les recettes d'investissement :

- chapitre 21 - Virement de la section de fonctionnement : ajustement du virement à section d'investissement modifié à la section de fonctionnement : + 492 960 € ;
- compte 13 – subventions d'équipement de l'État (DETR) de 200 000 € et de la région de 150 000 € perçus mais non budgétés correspondant à l'opération « pôle sportif des grands prés – tranche 1 – vestiaires, desserte, parkings, liaisons douces » ;
- compte 024 - Produits des cessions d'immobilisations : suppression de la recette constatée précédemment pour 1 100 000 € ;
- compte 024 - Produits des cessions d'immobilisations : suppression de l'inscription de 2 600 000 € correspondant à la vente d'un terrain de 9 800 m<sup>2</sup> dans le cadre d'une concession d'aménagement privée. La vente est soumise à des conditions suspensives notamment à la purge de tous recours contre le permis de construire. Au regard de l'avancement du projet à mi-juillet et notamment de l'absence de dépôt de permis de construire, il est proposé de supprimer ce produit ;

- compte 16 - inscription d'un emprunt d'équilibre de 1 277 040 €, étant précisé que la commune a consulté pendant l'instruction plusieurs établissements bancaires avec des offres pour un prêt de un million d'euros. Ces offres devront être complétées de nouvelles demandes de prêt pour 1 277 040 € supplémentaires. Compte tenu de la faible durée de remboursement de la dette (2 ans) actuellement au regard de sa capacité d'autofinancement brute (CAF brute), ce recours à l'endettement complémentaire ne remet pas en cause les grands équilibres financiers de la commune. Toutes choses égales par ailleurs, la durée de remboursement de la dette par rapport à la CAF brute serait allongée d'environ 1,3 an.

### Sur les dépenses d'investissement :

Au regard des dépenses réalisées et engagées au 3 juillet 2025, il est proposé une réduction des opérations d'équipement à hauteur de 1 590 000 € :

**Tableau n° 6 : Détail des postes concernés**

| Programmes | Chapitres | Objet                                                                                                              | Montant en euros   |
|------------|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| AP/CP 2    | 20        | Ajustement de la tranche 2025                                                                                      | - 250 000          |
| 49         | 21        | Ajustement du budget consacré au renouvellement des ordinateurs non compatibles W11 suite signature devis fin juin | - 10 000           |
| 100        | 21        | Fibre noire                                                                                                        | - 20 000           |
| 1003       | 21        | Rue du Pré Tarin                                                                                                   | - 50 000           |
| 20         | 21        | Panneaux grillagés-caméras ST- table conseil                                                                       | - 40 000           |
| 38         | 21        | Réserves foncières                                                                                                 | - 950 000          |
| 39         | 21        | AMO ST-1 chaudière-Local stockage                                                                                  | - 77 000           |
| 39         | 21        | Toiture Salle des fêtes                                                                                            | - 87 000           |
| 100        | 23        | Aménagements Sennetière + autres                                                                                   | - 35 000           |
| 20         | 21        | Véhicule ST                                                                                                        | - 51 000           |
| 80         | 21        | Lampadaire + autres                                                                                                | - 20 000           |
|            |           | <b>TOTAL</b>                                                                                                       | <b>- 1 590 000</b> |

Source : CRC et commune

Les corrections au budget 2025 sont en conséquence les suivantes pour la section d'investissement :

**Tableau n° 7 : Synthèse des corrections**

| Chapitre ou article                    | Investissement                                               | Budget 2025      | Corrections CRC   | Total après corrections CRC |
|----------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|-----------------------------|
| 18                                     | RSA                                                          |                  |                   | 0                           |
| 20                                     | Immobilisations incorporelles (sauf 204)                     | 496 325          | -250 000          | 246 325                     |
| 204                                    | Subventions d'équipement versées (y compris opérations)      | 369 773          |                   | 369 773                     |
| 21                                     | Immobilisations corporelles (y compris opérations)           | 2 396 341        | -1 305 000        | 1 091 341                   |
| 22                                     | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) | 0                |                   | 0                           |
| 23                                     | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations)  | 5 398 432        | -35 000           | 5 363 432                   |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b> |                                                              | <b>8 660 870</b> | <b>-1 590 000</b> | <b>7 070 870</b>            |
| 10                                     | Dotations, fonds divers et réserves                          |                  |                   | 0                           |
| 13                                     | Subventions d'investissement                                 | 58 599           |                   | 58 599                      |
| 16                                     | Emprunts et dettes assimilées                                | 371 000          |                   | 371 000                     |
| 18                                     | Compte de liaison : affectation (BA, régie)                  |                  |                   | 0                           |
| 26                                     | Particip. et créances rattachées                             |                  |                   | 0                           |
| 27                                     | Autres immobilisations financières                           | 122 000          |                   | 122 000                     |

| Chapitre ou article                                 | Investissement                                          | Budget 2025       | Corrections CRC   | Total après corrections CRC |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-----------------------------|
| 20                                                  | Dépenses imprévues d'investissement                     | 0                 |                   | 0                           |
| <b>Total des dépenses financières</b>               |                                                         | <b>551 599</b>    | <b>0</b>          | <b>551 599</b>              |
| 451                                                 | Chapitres d'opé. pour compte de tiers                   |                   |                   | 0                           |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>  |                                                         | <b>9 212 469</b>  | <b>-1 590 000</b> | <b>7 622 469</b>            |
| 40                                                  | Opérat° ordre transfert entre sections                  | 93 868            |                   | 93 868                      |
| 41                                                  | Opérations patrimoniales                                | 355 157           |                   | 355 157                     |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>  |                                                         | <b>449 025</b>    | <b>0</b>          | <b>449 025</b>              |
| D001                                                | Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé           | 1 918 452         |                   | 1 918 452                   |
| <b>TOTAL des dépenses d'investissement cumulées</b> |                                                         | <b>11 579 946</b> | <b>-1 590 000</b> | <b>9 989 946</b>            |
| 18                                                  | RSA                                                     |                   |                   | 0                           |
| 13                                                  | Subventions d'investissement reçues (sauf 138)          | 1 649 782         | 350 000           | 1 999 782                   |
| 16                                                  | Emprunts et dettes assimilées (hors 165, 166, 16449)    | 1 004 203         | 1 267 040         | 2 271 243                   |
| 20                                                  | Immobilisations incorporelles (hors 204)                |                   |                   | 0                           |
| 204                                                 | Subventions d'équipement versées                        |                   |                   | 0                           |
| 21                                                  | Immobilisations corporelles                             |                   |                   | 0                           |
| 22                                                  | Immobilisations reçues en affectation                   |                   |                   | 0                           |
| 23                                                  | Immobilisations en cours (sauf 2324)                    |                   |                   | 0                           |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>              |                                                         | <b>2 653 985</b>  | <b>1 617 040</b>  | <b>4 271 025</b>            |
| 10                                                  | Dot, fonds divers et réserves (sauf 1068)               | 466 995           |                   | 466 995                     |
| 1 068                                               | Excédent de fonct. capitalisés                          | 2 917 317         |                   | 2 917 317                   |
| 138                                                 | Autres subv. d'invest non transférables                 |                   |                   | 0                           |
| 16                                                  | Emprunts et dettes assimilées (Comptes 165, 166, 16449) |                   |                   | 0                           |
| 18                                                  | Compte de liaison : affectation (BA, régie)             |                   |                   | 0                           |
| 26                                                  | Particip. et créances rattachées                        |                   |                   | 0                           |
| 27                                                  | Autres immobilisations financières                      |                   |                   | 0                           |
| 24                                                  | Produits des cessions d'immobilisations                 | 3 700 000         | -3 700 000        | 0                           |
| <b>Total des recettes financières</b>               |                                                         | <b>7 084 312</b>  | <b>-3 700 000</b> | <b>3 384 312</b>            |
| 45..2                                               | Chapitre des opé. pour compte de tiers                  |                   |                   | 0                           |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b>  |                                                         | <b>9 738 297</b>  | <b>-2 082 960</b> | <b>7 655 337</b>            |
| 21                                                  | Virement de la section de fonctionnement                | 1 212 624         | 492 960           | 1 705 584                   |
| 40                                                  | Opérat° ordre transfert entre sections                  | 273 868           |                   | 273 868                     |
| 41                                                  | Opérations patrimoniales                                | 355 157           |                   | 355 157                     |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>  |                                                         | <b>1 841 649</b>  | <b>492 960</b>    | <b>2 334 609</b>            |
| R001                                                | Solde d'exécution positif reporté ou anticipé           | 0                 |                   | 0                           |
| <b>TOTAL des recettes d'investissement cumulées</b> |                                                         | <b>11 579 946</b> | <b>-1 590 000</b> | <b>9 989 946</b>            |
| <b>Résultat prévisionnel</b>                        |                                                         | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>                    |

Source : CRC

### 5.3. Concernant la gestion budgétaire

La chambre invite la commune à renforcer sa gestion budgétaire pluriannuelle dans un contexte où les enjeux financiers sont importants notamment en section d'investissement. Si deux autorisations de programme ont été créées par délibération du 7 février 2025 pour un montant total de 4,6 M€ sur trois ans, ces mesures pourraient être complétées par la mise en place d'un plan pluriannuel d'investissement qui permettra une vue globale de l'investissement de la commune sur les années à venir et sur les modalités de leurs financements. En ce qui concerne la forte évolution de sa masse salariale, la commune pourrait notamment se rapprocher de la communauté d'agglomération « Pornic aggro Pays de Retz » pour organiser une mutualisation des moyens notamment dans les domaines de l'urbanisme et des finances. Enfin, la commune se doit de renforcer la qualité de son information financière.

**PAR CES MOTIFS,**

1. **DÉCLARE** recevable la saisine du préfet de Loire-Atlantique, au titre de l'article L. 1612-14 alinéa 1er du code général des collectivités territoriales, concernant le compte financier unique 2024 de la commune de La Bernerie en Retz ;
2. **CONSTATE** le déficit du compte financier unique 2024 de la commune à hauteur de 2 535 708,72 € soit 34,21 % des recettes de fonctionnement après correction des restes à réaliser tels que définis à l'article R. 2311-11 du CGCT ;
3. **CONSTATE** que le déficit du compte financier unique 2024 est repris au budget supplémentaire pour 2025 ;
4. **CONSTATE** qu'après rétablissement de la sincérité des restes à réaliser en recettes, le budget 2025 est en déséquilibre ;
5. **PROPOSE** des mesures de redressement sur l'exercice 2025 ;
6. **RAPPELLE** que lorsque le budget d'une collectivité territoriale a fait l'objet de mesures de redressement, le représentant de l'Etat dans le département transmet à la chambre régionale des comptes le budget primitif afférent à l'exercice suivant (article L. 1612-14 du code général des collectivités territoriales 2<sup>ème</sup> alinéa) ;
7. **RAPPELLE** que le conseil municipal doit être tenu informé du présent avis dès sa plus proche réunion, conformément aux dispositions de l'article L. 1612-19 du code général des collectivités territoriales et que cet avis fera l'objet d'une publicité immédiate, en application du 2<sup>nd</sup> alinéa du même article ;
8. **DIT** que le présent avis sera notifié au préfet de Loire-Atlantique, au maire et au comptable de la commune de La Bernerie en Retz.

6.  
**Fait et délibéré en la chambre régionale des comptes des Pays de la Loire en séance plénière, le vingt-quatre juillet deux mille vingt-cinq.**

Présents : M. Luc Héritier, président de la chambre, président de séance, M. Étienne Le Rendu, premier conseiller, rapporteur et M. Louis Bahougne, premier conseiller.

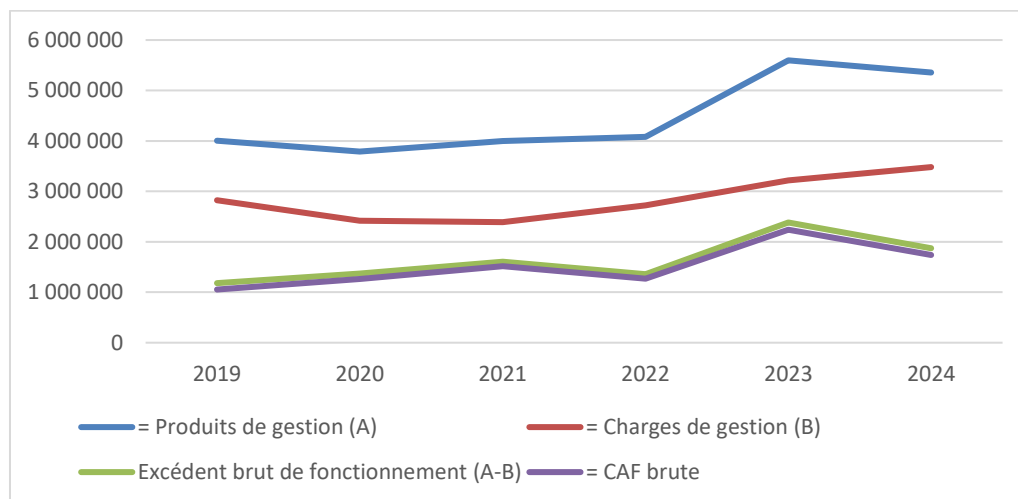
Collationné, certifié conforme à la minute étant au greffe de la chambre régionale des comptes Pays de la Loire et délivré par moi, secrétaire général.



Gérard Guéguen

## Annexe n° 1. Situation financière

**Tableau n° 1 : Évolution des recettes et des dépenses de la section de fonctionnement, EBF et CAF brute**



Source : comptes de gestion et compte financier unique

**Tableau n° 2 : Comparaison avec deux strates démographiques**

| En euros par habitant 2023                         | La Bernerie en Retz | Moyenne de la strate (2000 - 3500 habitants) | Moyenne de la strate (3500-5000 habitants) |
|----------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------|
| Excédent brut de fonctionnement                    | 734                 | 212                                          | 227                                        |
| Capacité d'autofinancement CAF                     | 690                 | 200                                          | 214                                        |
| CAF nette du remboursement en capital des emprunts | 592                 | 128                                          | 140                                        |

Source : Comptes des collectivités territoriales – DGFIP

**Tableau n° 3 : Détail des produits de gestion**

| en €                                                                                                                    | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             | 2023             | 2024             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Impôts locaux nets des restitutions                                                                                     | 2 011 298        | 2 090 619        | 2 198 383        | 2 329 652        | 2 707 857        | 3 087 261        |
| + Publicité foncière et droits d'enregistrement (dont droits de mutation à titre onéreux, DMTO) (nets des reversements) | 101 212          | 101 988          | 100 273          | 126 274          | 1 086 732        | 315 405          |
| + autres                                                                                                                | 42 854           | 44 758           | 43 480           | 49 059           | 53 768           | 47 350           |
| <b>Ressources fiscales propres (nettes des restitutions)</b>                                                            | <b>2 155 364</b> | <b>2 237 365</b> | <b>2 342 136</b> | <b>2 504 985</b> | <b>3 848 357</b> | <b>3 450 016</b> |
| Fiscalité reversée                                                                                                      | 431 478          | 243 330          | 243 191          | 242 995          | 240 962          | 273 129          |
| <b>Ressources d'exploitation (dont produits exceptionnels réels*)</b>                                                   | <b>228 148</b>   | <b>208 190</b>   | <b>283 402</b>   | <b>245 247</b>   | <b>350 248</b>   | <b>394 097</b>   |
| <b>Ressources institutionnelles (dotations et participations)</b>                                                       | <b>1 187 647</b> | <b>1 100 461</b> | <b>1 128 697</b> | <b>776 391</b>   | <b>1 157 977</b> | <b>1 237 761</b> |
| <b>Produits de gestion</b>                                                                                              | <b>4 002 637</b> | <b>3 789 345</b> | <b>3 997 426</b> | <b>4 082 681</b> | <b>5 597 544</b> | <b>5 355 002</b> |

Source : analyse financière à partir des comptes de gestion et du compte financier unique

**Tableau n° 4 : Produits de fonctionnement - Comparaison avec deux strates démographiques**

| <i>En euros par habitant 2023</i> | <b>La Bernerie en Retz</b> | <b>Moyenne de la strate (2000 - 3500 habitants)</b> | <b>Moyenne de la strate (3500-5000 habitants)</b> |
|-----------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <i>Produits de fonctionnement</i> | 1803                       | 1052                                                | 1166                                              |
| <i>Impôts locaux</i>              | 715                        | 450                                                 | 520                                               |
| <i>DGF</i>                        | 317                        | 155                                                 | 156                                               |

Source : Comptes des collectivités territoriales – DGFIP

**Tableau n° 5 : La fiscalité de La Bernerie en Retz – comparaison avec deux strates démographiques**

| <i>En euros par habitant 2023</i>                                          | <b>La Bernerie en Retz</b> | <b>Moyenne de la strate (2000 - 3500 habitants)</b> | <b>Moyenne de la strate (3500-5000 habitants)</b> |
|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <i>Bases TFPB</i>                                                          | 2317                       | 1228                                                | 1324                                              |
| <i>Taux TFPB</i>                                                           | 30,50%                     | 36,73%                                              | 38,06%                                            |
| <i>Produit de la TFPB</i>                                                  | 707                        | 451                                                 | 504                                               |
| <i>Bases Taxe d'habitation résidences secondaires et logements vacants</i> | 1756                       | 214                                                 | 266                                               |
| <i>Taxe d'habitation résidences secondaires et logements vacants</i>       | 12%                        | 13,90%                                              | 14,80%                                            |
| <i>Produit de la THRSLV</i>                                                | 211                        | 30                                                  | 39                                                |

Source : Comptes des collectivités territoriales – DGFIP

**Tableau n° 6 : Évolution des dépenses de gestion**

| <i>En €</i>                                                                | <b>2019</b>      | <b>2020</b>      | <b>2021</b>      | <b>2022</b>      | <b>2023</b>      | <b>2024</b>      | <i>Var. annuelle moyenne</i> |
|----------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------------|
| <i>Charges à caractère général</i>                                         | 1 078 819        | 928 436          | 851 949          | 987 644          | 1 149 309        | 1 216 268        | 2,4%                         |
| <i>+ Charges de personnel</i>                                              | 1 278 852        | 1 275 701        | 1 369 610        | 1 555 211        | 1 870 026        | 1 958 904        | 8,9%                         |
| <i>+ Subventions de fonctionnement (dont subventions exceptionnelles*)</i> | 361 560          | 103 148          | 45 960           | 53 532           | 69 748           | 178 142          | -13,2%                       |
| <i>+ Autres charges de gestion (dont charges exceptionnelles réelles*)</i> | 102 399          | 111 909          | 122 386          | 127 742          | 125 413          | 128 400          | 4,6%                         |
| <i>+ Charges d'intérêt et pertes de change</i>                             | 68 297           | 69 827           | 72 384           | 80 619           | 113 119          | 125 800          | 13,0%                        |
| <b>= Charges courantes</b>                                                 | <b>2 889 927</b> | <b>2 489 022</b> | <b>2 462 287</b> | <b>2 804 747</b> | <b>3 327 616</b> | <b>3 607 514</b> | <b>4,5%</b>                  |

Source : analyse financière à partir des comptes de gestion et du CFU - \* M57 jusqu'en 2017 et M14

**Tableau n° 7 : Charges de fonctionnement – comparaison avec deux strates démographiques**

| <i>En euros par habitants 2023</i> | <b>La Bernerie en Retz</b> | <b>Moyenne de la strate (2000 - 3500 habitants)</b> | <b>Moyenne de la strate (3500-5000 habitants)</b> |
|------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <i>Charges de fonctionnement</i>   | 1035                       | 821                                                 | 952                                               |
| <i>Charges de personnel</i>        | 576                        | 417                                                 | 507                                               |
| <i>Achats et charges externes</i>  | 348                        | 273                                                 | 294                                               |
| <i>Charges financières</i>         | 35                         | 16                                                  | 17                                                |
| <i>Subventions versées</i>         | 21                         | 38                                                  | 53                                                |

Source : Comptes des collectivités territoriales – DGFIP

Tableau n° 8 : Le financement des investissements

| En €                                                                                           | 2019              | 2020             | 2021             | 2022              | 2023              | 2024             | Cumul sur les années |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------|----------------------|
| <b>CAF brute</b>                                                                               | <b>1 054 036</b>  | <b>1 261 855</b> | <b>1 516 412</b> | <b>1 267 841</b>  | <b>2 239 541</b>  | <b>1 740 276</b> | <b>9 079 962</b>     |
| - Annuité en capital de la dette                                                               | 327 357           | 282 343          | 272 365          | 283 198           | 317 245           | 324 142          | 1 806 649            |
| <b>= CAF nette ou disponible (C)</b>                                                           | <b>726 678</b>    | <b>979 513</b>   | <b>1 244 048</b> | <b>984 643</b>    | <b>1 922 297</b>  | <b>1 416 134</b> | <b>7 273 312</b>     |
| Taxe d'aménagement                                                                             | 202 858           | 179 437          | 151 133          | 142 560           | 123 317           | 132 662          | 931 968              |
| + Fonds de compensation de la TVA                                                              | 212 479           | 238 022          | 407 054          | 258 725           | 82 730            | 396 073          | 1 595 082            |
| + Subventions d'investissement reçues hors attributions de compensation                        | 240 550           | 51 615           | 772 576          | 223 641           | 104 526           | 586 376          | 1 979 284            |
| + Produits de cession                                                                          | 24 100            | 1 820            | 136 360          | 500               | 39 200            | 250 560          | 452 540              |
| + Autres                                                                                       | 10 568            | 0                | 14 270           | 19 423            | 40 878            | 21 171           | 106 310              |
| <b>= Recettes d'inv. hors emprunt (D)</b>                                                      | <b>690 555</b>    | <b>470 894</b>   | <b>1 481 392</b> | <b>644 849</b>    | <b>390 652</b>    | <b>1 386 842</b> | <b>5 065 184</b>     |
| <b>= Financement propre disponible (C+D)</b>                                                   | <b>1 417 234</b>  | <b>1 450 407</b> | <b>2 725 440</b> | <b>1 629 492</b>  | <b>2 312 949</b>  | <b>2 802 975</b> | <b>12 338 497</b>    |
| Financement propre dispo / Dépenses d'équipement (y c. tvx en régie)                           | 55,3%             | 79,5%            | 158,2%           | 58,2%             | 74,8%             | 186,9%           |                      |
| - Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie)                                           | 2 563 877         | 1 823 747        | 1 722 912        | 2 801 240         | 3 091 326         | 1 499 437        | 13 502 539           |
| - Subventions d'équipement (y compris subventions en nature) hors attributions de compensation | 124 565           | 316 367          | 144 668          | 185 604           | 209 995           | 54 220           | 1 035 419            |
| - Subventions d'équipement versées au titre des attributions de compensation                   | 0                 | 93 868           | 93 868           | 93 868            | 93 868            | 93 868           | 469 340              |
| <b>= Besoin (-) ou capacité (+) de financement</b>                                             | <b>-1 271 508</b> | <b>-783 575</b>  | <b>761 343</b>   | <b>-1 451 220</b> | <b>-1 082 241</b> | <b>1 156 405</b> | <b>-2 670 795</b>    |
| Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement)                            | 950 000           | 0                | 999 000          | 201 000           | 800 000           | 0                | 2 950 000            |
| Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global                        | -321 508          | -783 575         | 1 760 343        | -1 250 220        | -282 241          | 1 156 405        | 279 205              |

Source : analyse financière à partir des comptes de gestion et du CFU

Tableau n° 9 : Encours de la dette

| En €                                                                                                         | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             | 2023             | 2024             | Var. annuelle moyenne |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------|
| <b>Encours de dettes du BP au 1er janvier</b>                                                                | <b>3 536 592</b> | <b>4 156 686</b> | <b>2 907 422</b> | <b>3 598 217</b> | <b>3 309 720</b> | <b>3 988 931</b> | <b>2,4%</b>           |
| - Annuité en capital de la dette (hors remboursement temporaires d'emprunt)                                  | 327 357          | 282 343          | 272 365          | 283 198          | 317 245          | 324 142          | -0,2%                 |
| + Intégration de dettes (contrat de partenariat, emprunts transférés dans le cadre de l'intercommunalité...) | -2 549           | -966 921         | -35 840          | -206 300         | 196 456          | -196 456         | 138,4%                |
| + Nouveaux emprunts                                                                                          | 950 000          | 0                | 999 000          | 201 000          | 800 000          | 0                |                       |
| <b>= Encours de dette du BP au 31 décembre</b>                                                               | <b>4 156 686</b> | <b>2 907 422</b> | <b>3 598 217</b> | <b>3 309 720</b> | <b>3 988 931</b> | <b>3 469 288</b> | <b>-3,6%</b>          |
| <b>Capacité de désendettement BP en années (dette / CAF brute du BP)</b>                                     | <b>3,9</b>       | <b>2,3</b>       | <b>2,4</b>       | <b>2,6</b>       | <b>1,8</b>       | <b>2,0</b>       |                       |

Source : analyse financière à partir des comptes de gestion et du CFU - \* M57 jusqu'en 2017 et M14

Tableau n° 10 : Encours de la dette – comparaison avec deux strates démographiques

| En euros par habitant 2023 | La Bernerie en Retz | Moyenne de la strate (2000 - 3500 habitants) | Moyenne de la strate (3500-5000 habitants) |
|----------------------------|---------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------|
| Encours de la dette        | 1 229               | 648                                          | 710                                        |
| Dépenses d'équipement      | 1 111               | 376                                          | 387                                        |

Source : Comptes des collectivités territoriales – DGFIPExécution budgétaire

## Annexe n° 2. Exécution budgétaire

Tableau n° 11 : Exécution du budget en 2024

| 2024                              | BP+BS+<br>DM+RAR  | Réalisé           | Restes à<br>réaliser | TOTAL             | ECART budget /<br>réalisé+RAR | Taux de réal |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------|-------------------|-------------------------------|--------------|
| <b>Section de fonctionnement</b>  |                   |                   |                      |                   |                               |              |
| <b>RECETTES</b>                   | <b>5 917 410</b>  | <b>6 152 485</b>  | <b>0</b>             | <b>6 152 485</b>  | <b>235 075</b>                | <b>104%</b>  |
| Recettes de gestion               | 5 722 342         | 5 804 123         | 0                    | 5 804 123         | 81 781                        | 101%         |
| Autres produits                   | 1 200             | 252 149           | 0                    | 252 149           | 250 949                       | 21012%       |
| <b>DEPENSES</b>                   | <b>7 176 273</b>  | <b>4 494 032</b>  | <b>0</b>             | <b>4 494 032</b>  | <b>-2 682 241</b>             | <b>63%</b>   |
| Dépenses de gestion               | 4 072 355         | 3 930 836         | 0                    | 3 930 836         | -141 519                      | 97%          |
| Autres charges                    | 153 560           | 133 491           | 0                    | 133 491           | -20 069                       | 87%          |
| Op d'ordre                        | 2 950 358         | 429 703           | 0                    | 429 703           | -2 520 655                    | 15%          |
| <b>Résultat de l'exercice</b>     |                   | <b>1 658 453</b>  |                      | <b>1 658 453</b>  |                               |              |
| <b>Résultat n-1</b>               | <b>1 258 864</b>  | <b>1 258 864</b>  |                      | <b>1 258 864</b>  |                               |              |
| <b>Résultat cumulé</b>            |                   | <b>2 917 317</b>  | <b>0</b>             | <b>2 917 317</b>  |                               |              |
| <b>Section d'investissement</b>   |                   |                   |                      |                   |                               |              |
| <b>RECETTES</b>                   | <b>11 640 130</b> | <b>2 725 750</b>  | <b>2 576 414</b>     | <b>5 302 164</b>  | <b>-6 337 967</b>             | <b>23%</b>   |
| Subv d'inv                        | 2 076 935         | 607 546           | 1 476 413            | 2 083 959         | 7 024                         | 29%          |
| Emprunt                           | 3 487 925         | 1 814             | 0                    | 1 814             | -3 486 111                    | 0%           |
| Dotation et autres                | 1 595 524         | 1 608 187         | 0                    | 1 608 187         | 12 663                        | 101%         |
| Produits de cessions<br>d'immo    | 1 350 000         | 0                 | 1 100 000            | 1 100 000         | -250 000                      | 0%           |
| Op pour compte de tiers           | 31 627            | 31 627            | 0                    | 31 627            | 0                             | 100%         |
| Recettes d'ordre d'inv            | 3 098 477         | 476 505           |                      | 476 505           | -2 621 972                    | 15%          |
| <b>DEPENSES</b>                   | <b>9 143 165</b>  | <b>2 147 237</b>  | <b>5 010 987</b>     | <b>7 158 224</b>  | <b>-1 984 941</b>             | <b>23%</b>   |
| Dépenses d'inv                    | 8 354 811         | 1 647 954         | 5 010 987            | 6 658 941         | -1 695 870                    | 20%          |
| Subv d'inv                        | 58 599            | 0                 | 0                    | 0                 | -58 599                       | 0%           |
| Emprunts                          | 356 500           | 325 001           | 0                    | 325 001           | -31 499                       | 91%          |
| Op pour compte de tiers           | 31 267            | 31 267            | 0                    | 31 267            | 0                             | 100%         |
| Dépenses d'ordre d'inv            | 341 987           | 143 013           | 0                    | 143 013           | -198 974                      | 42%          |
| <b>Résultat de l'exercice</b>     |                   | <b>578 513</b>    |                      | <b>578 513</b>    |                               |              |
| <b>Résultat n-1</b>               | <b>-2 496 965</b> | <b>-2 496 965</b> |                      | <b>-2 496 965</b> |                               |              |
| <b>Résultat cumulé</b>            |                   | <b>-1 918 452</b> | <b>-2 434 573</b>    | <b>-4 353 026</b> |                               |              |
| <b>Résultat global de clôture</b> | <b>0</b>          | <b>998 865</b>    | <b>-2 434 573</b>    | <b>-1 435 709</b> |                               |              |

Source : compte financier unique et état des restes à réaliser

Tableau n° 12 : Exécution des opérations

|                             | DEPENSES D'INVESTISSEMENT |                  |              |                  |                   |
|-----------------------------|---------------------------|------------------|--------------|------------------|-------------------|
|                             | Prévision                 | Réalisation      | Taux de réal | RAR              | Annulations       |
| <i>Voirie</i>               | 191 333                   | 89 240           | 47%          | 48 699           | -53 394           |
| <b>PAVC</b>                 | <b>729 447</b>            | <b>242 005</b>   | <b>33%</b>   | <b>295 406</b>   | <b>-192 036</b>   |
| <i>Etudes urbaines</i>      | 65 900                    | 6 293            | 10%          | 0                | -59 607           |
| <b>Am côtiers, falaises</b> | <b>1 343 106</b>          | <b>22 489</b>    | <b>2%</b>    | <b>1 122 522</b> | <b>-198 095</b>   |
| <i>Mat Mob</i>              | 324 559                   | 72 783           | 22%          | 123 718          | -128 058          |
| <i>Eglise</i>               | 21 236                    | 6 547            | 31%          | 11 318           | -3 371            |
| <i>Cimetière</i>            | 107 108                   | 48 283           | 45%          | 53 495           | -5 330            |
| <i>Réserve foncière</i>     | 838 554                   | 256 968          | 31%          | 4 058            | -577 528          |
| <i>Bâtiments</i>            | 448 471                   | 152 800          | 34%          | 138 488          | -157 183          |
| <i>Maison Magres</i>        | 6 103                     | 2 541            | 42%          | 65               | -3 497            |
| <i>Centre ville</i>         | 500                       | 0                | 0%           | 480              | -20               |
| <i>Ecole</i>                | 265 719                   | 235 192          | 89%          | 1 782            | -28 745           |
| <i>Restaurant scolaire</i>  | 54 582                    | 40 392           | 74%          | 8 632            | -5 558            |
| <b>Complexe sportif</b>     | <b>3 218 028</b>          | <b>236 216</b>   | <b>7%</b>    | <b>2 735 434</b> | <b>-246 378</b>   |
| <i>Circulation douce</i>    | 160372                    | 87 774           | 55%          | 53 335           | -19 263           |
| <b>Eclairage public</b>     | <b>485 918</b>            | <b>54 557</b>    | <b>11%</b>   | <b>413 550</b>   | <b>-17 811</b>    |
| <b>TOTAL</b>                | <b>8 260 936</b>          | <b>1 554 080</b> |              | <b>5 010 982</b> | <b>-1 695 874</b> |

Source : compte financier unique 2024